

Extraits de l'interview de Christiane Taubira sur France 24

À l'occasion du Congrès mondial de Berlin, Christiane Taubira, ancienne garde des Sceaux française, membre d'ECPM et fervente abolitionniste, a répondu aux questions de la journaliste Élisabeth Allain pour la télévision France 24¹.



Christiane Taubira (Photo : Christophe Meireis)

[Extraits de l'interview]

Élisabeth Allain : Merci de nous accorder quelques instants pour revenir sur ce rendez-vous, ce temps fort. Il se trouve qu'on vient d'apprendre à l'instant qu'un troisième contestataire, un « émeutier », selon les termes du régime iranien, vient d'être condamné à mort par la justice iranienne. J'aimerais une réaction, la vôtre.

Christiane Taubira : L'Iran est un des pays qui s'obstine à prononcer des condamnations à mort. Nous avons affaire à un régime, des autorités théocratiques, et, manifestement, dans ce pays de grande tradition culturelle, littéraire, dans ce pays qui a une civilisation millénaire magnifique, souvent, l'institution judiciaire fonctionne comme le bras armé d'un pouvoir théocratique qui a l'obsession de contrôler la population, de l'intimider, qui n'arrête pas d'emprisonner, de condamner à la peine capitale,

¹ France 24 est une chaîne de télévision française d'information internationale en continu et diffuse en français, anglais, arabe et en espagnol. Disponible dans plus de 180 pays, France 24 est regardée chaque semaine par 55 millions de téléspectateurs et son site web est visité par plus de 18 millions d'internautes en moyenne, chaque mois.

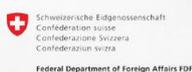
Organised by



Hosted and sponsored by



Co-sponsored by



Co-funded by the European Union



[...] et qui évidemment ne supporte pas cette protestation magnifique autour de ce slogan qui nous touche et qui nous percute toutes et tous dans le monde : « Femme, vie, liberté » depuis la mort entre les mains de la police des mœurs de Jina Mahsa Amini.

Nous savons que malheureusement nous avons des défaillances au niveau de la solidarité internationale et que [même si nos sociétés civiles ont essayé, ont tenté des mobilisations de solidarité], au niveau des institutions, c'est-à-dire de nos chefs d'État, des institutions multilatérales, nous constatons notre impuissance, nous n'arrivons pas à neutraliser les exactions de ce pouvoir théocratique et, d'une certaine façon, nous portons notre part dans ces condamnations. [...]

É. A. : Quels sont justement les leviers possibles ? Vous venez d'évoquer la difficulté pour les États à se faire entendre auprès de régimes comme le régime iranien. Le chef de l'État français a, ce matin, dénoncé l'agressivité croissante de l'Iran, à l'égard de la France notamment. Il a lancé un appel au retour au calme, situation extrêmement délicate pour lui puisque sept Français sont actuellement détenus par le régime iranien. C'est là toute la difficulté.

C. T. : Oui, c'est incontestablement une difficulté. Mais, évidemment, la difficulté est croissante lorsqu'on est dans une situation de tension maximale. Nous avons un réseau diplomatique qui couvre pratiquement toute la planète et qui est très actif et très déterminé, qui a le sens de la diplomatie, le sens de la détermination aussi et de la constance. Mais il est certain qu'avec certains gouvernements, il est impossible et parfois dérisoire d'entreprendre le dialogue. Le dialogue, c'est néanmoins l'arme majeure, l'arme essentielle de la diplomatie. Évidemment, la présence de nos compatriotes rend la situation délicate et conduit nos représentantes et représentants à des efforts et à beaucoup d'attention.

Mais nous ne pouvons pas relâcher [nos efforts] et nous sommes soucieuses et soucieux de la situation des Françaises et des Français détenu·e·s ou menacé·e·s en Iran. Nous sommes soucieuses et soucieux de la situation des Iraniennes et Iraniens qui protestent, qui sont attaché·e·s à la démocratie, qui sont attaché·e·s à ce que représente l'Iran dans l'imaginaire international, aussi en tant que grande puissance littéraire, démocratique, civilisationnelle. Nous sommes attachés à tout cela et il faut déployer des trésors de diplomatie et de capacité de pression, de façon à arriver à quand même faire infléchir un certain nombre de pratiques insupportables et intenable. Alors nous, au niveau de nos engagements contre la peine de mort, l'Iran fait partie des grandes cibles, bien entendu.

É. A. : Il y a 51 États, au moment où l'on se parle, qui appliquent toujours la peine capitale. On est en train de parler de l'Iran [...] mais il y a d'autres États. On pense forcément à la Chine, un champion en la matière. Il y a aussi le Soudan qui a récemment condamné une jeune femme de 20 ans à la peine capitale. Cela faisait dix ans que le Soudan n'avait pas condamné une femme à la lapidation, de cette façon. Cela reste un sujet central et la France reste motrice dans ce dossier. Vous participez à ce rendez-vous à Berlin aujourd'hui. C'est une association française, ECPM, Ensemble contre la peine de mort, qui organise le rendez-vous. Quel est le rôle de la France ? Quel rôle pour vous en tant qu'ancienne garde des Sceaux, sur un sujet comme celui-ci ?

C. T. : Vous avez parfaitement raison. Il y a aussi l'Arabie saoudite. Il y a d'autres pays qui appliquent encore la peine de mort. On constate que certains pays sont un peu en recul, malgré la signature du

Organised by



Hosted and sponsored by



Co-sponsored by



Co-funded by the European Union





moratoire d'application et la signature des protocoles. Mais il est vrai que nous progressons. Nous progressons et nous nous donnons du courage en constatant ces progrès. Cette année encore, trois nouveaux pays ont introduit l'abolition de la peine de mort, ou en tout cas ont supprimé la peine capitale de leur Code pénal.

Il n'empêche que chaque jour est une défaite pour nous. Chaque exécution est une défaite pour nous. Et c'est vrai que la France a toujours porté très fortement cette campagne, ce combat. Alors c'est très visiblement par Ensemble contre la peine de mort mais nos gouvernements sont, de façon, c'est vrai, un peu inconstante, moteur dans cette campagne pour l'abolition universelle. [...] Et oui, ce 8^e Congrès mondial qui se tient à Berlin rassemble des délégations de tous les continents. Nous progressons au niveau de l'Afrique. C'est difficile au niveau de l'Asie, mais il y a des pays, des chefs d'État et des membres de la Commission internationale pour l'abolition de la peine de mort qui sont très actifs. [...]

Je le répète, chaque exécution est un échec pour nous mais chaque pays qui s'engage est aussi un succès. Nous nous battons avec lucidité, nous nous battons en consolidant nos forces. La France doit user de son prestige international, de l'imaginaire international sur ce qu'elle est, sur son attachement aux droits humains, sur son attachement aux grandes valeurs, sur le sens même de cette peine capitale qui est anticivilisationnelle. Et la France doit continuer à intégrer ce devoir qui est ce que fait Ensemble contre la peine de mort en tenant régulièrement ces congrès triennaux.

É. A. : [...] C'est le combat que vous portez aujourd'hui en tant que femme politique de gauche ?

C. T. : C'est une vieille fidélité puisque j'étais aux côtés d'Ensemble contre la peine de mort au temps de sa création, en 2000. C'est une association, une ONG, auprès de laquelle j'ai cheminé, avec évidemment des moments d'absence, des années où j'étais occupée ailleurs. Mais c'est une vieille fidélité. J'étais préadolescente lorsque j'ai lu Victor Hugo, Olympe de Gouges, Albert Camus, et évidemment, des discours comme ceux de Gambetta, Clemenceau, de Jean Jaurès, d'Aristide Briand, de ces écrivains et *leaders* français. J'ai été solidaire dans la campagne internationale de soutien à Angela Davis, par exemple, puis vingt ans après, pour Mumia Abu-Jamal.

J'ai donc été très fortement sensibilisée mais la culture m'a aidée aussi. Un film comme *Deux hommes dans la ville* m'a permis de comprendre, quand j'étais étudiante et que je soutenais la campagne internationale pour arracher Angela Davis à la peine de mort aux États-Unis, que la peine de mort était encore dans le Code pénal français et que des exécutions étaient encore pratiquées en France. Et depuis, évidemment, il y a de nombreux films qui m'ont sensibilisé. Je pense à *Douze hommes en colère* de Sidney Lumet, à des films iraniens notamment comme *Les nuits de Mashhad* d'Ali Abbasi ou encore *La loi de Téhéran* de Saeed Roustaei. Il y a également un documentaire sur une cause à laquelle j'ai participé, *L'État du Texas contre Melissa Lucio*, documentaire de Sabrina Van Tassel.

Il y a donc cette sensibilisation chez moi [...]. J'ai participé à des campagnes internationales avant de comprendre que j'étais concernée dans le pays dont j'avais la nationalité. Et évidemment, c'est cette bataille qui se livre à l'échelle planétaire qui me préoccupe. Je l'ai prise en charge à la mesure où c'était possible en tant que garde des Sceaux. Aujourd'hui, j'y mets toute l'ardeur, toute l'énergie et toute la force, tout le savoir, toute la capacité pour contribuer à la visibilité, à la sensibilisation et aboutir à

Organised by



Hosted and sponsored by



Co-sponsored by



Co-funded by the European Union



l'abolition universelle de la peine de mort. Et nous comptons beaucoup sur les nouvelles générations qui y sont très sensibles.

Vous pouvez retrouver l'intégralité de l'interview du 16 novembre 2022 sur le site web de France 24 ou en cliquant [ici](#).

Organised by



Hosted and
sponsored by



Co-sponsored by



Co-funded by
the European Union

